Elections législatives Mars 93 - 1ère circonscription



le 21 mars

votez pour votre Député

votez

Marie-Jeanne

COURTIER

divers droite

et Joël **DRIAT**, suppléant

pour la volonté d'agir

Questions à Marie-Jeanne Courtier

Quelle est votre tendance politique ?
Je suis aujourd'hui en " congé " de mon parti, le CDS.
Pourquoi ?
Parce que les investitures sont données par les états-majors parisiens avec une prime au sortant.
A quel groupe parlementaire allez-vous adhérer à l'Assemblée Nationale ?
Au Centre Droit qui est ma famille politique car je reste fidèle à mes convictions.
Quel mandat détenez-vous ?
Aucun. Je sollicite le seul mandat de député car les affaires nationales méritent qu'on s'y consacre à plein temps et sans se disperser. Notre pays doit être géré aujourd'hui par des responsables disponibles totalement.

Marie-Jeanne Courtier Candidate.

Questions à Joël DRIAT

Pourquoi avez-vous accepté d'être le suppléant de Marie-Jeanne Courtier ?
La proposition de Marie-Jeanne Courtier, de rassembler autour de sa candidature la vie urbaine et la vie rurale, ne pouvait me laisser indifférent. Nous avons eu des parcours parallèles, chacun dans nos domaines respectifs et son ouverture vers le monde rural prouve qu'avec des lignes de conduite similaires on doit pouvoir réaliser une bonne entente. Autre motivation mais qui a son importance, la sous-représentation des femmes à l' Assemblée Nationale. Lorsque l'une d'elles possède le profil intellectuel d'un bon député , qu'elle veut rassembler au lieu de diviser, je ne m'estime pas le droit de refuser de l'aider.

Joël DRIAT Suppléant.

Le renouveau et la compétence

Lui :
Joël DRIAT
- 45 ans, marié, un fils et deux filles de 18 à 23 ans
- Agriculteur
- Maire de Jessains
- Administrateur de la CARB (Coopérative Agricole de la Région de Brienne)
- Président de la Société de chasse de Jessains et membre du bureau de la société de pêche " La belle Fario "



Elle :
Marie-Jeanne Courtier
- 43 ans, mariée, un fils de 21 ans
- Issue de l'Institut Régional d''Administration de Metz, diplômée de la Faculté de Droit de Reims, prépare une thèse de Doctorat
- Directeur de Cabinet de M. Bernard LAURENT, Président du Conseil Général de l'Aube (de 1983 à 1990)
- Responsable du Développement Social de 2 quartiers de la ville de Troyes (1990-1991)
- Actuellement Secrétaire en Chef de sous-préfecture
- Elle se destine à l'enseignement supérieur (Droit Public)

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Une nouvelle Assemblée Nationale et un nouveau gouvernement vont être mis en place. Pour quelle politique ?
Certainement pas celle qui a été conduite jusqu'à aujourd'hui :

- 3 millions de chômeurs et 500 000 RMIstes : c'est inadmissible !.
- une vie politique émaillée de scandales : c'est inadmissible
- une absence de politique économique : c'est irresponsable.

Je n'accepte pas que mon pays soit aujourd'hui à la dérive. Ne rien faire conduirait à une aggravation de la situation. Ensemble, ayons la volonté d'agir et occupons-nous des véritables problèmes, ceux de la vie de tous les jours.

Il est urgent aujourd'hui de :

1°) Mieux vivre en ville et à la campagne.

Ce ne sont pas les grands discours qui font avancer les choses, mais les propositions concrètes. Je demande :

- une politique du **logement** et des services répondant à nos véritables besoins, en ville et à la campagne.
- la mise en place de circuits de distribution adaptés pour permettre aux **commerces** de campagnes de se réinstaller et de s'y maintenir.
- le maintien de l'école : il ne doit pas y avoir une école urbaine et une école rurale mais une **école pour tous** qui donne les bases de la formation.

2°) Définir enfin l'avenir de la profession agricole.

Veut-on à moyen terme retrouver les agriculteurs dans les rangs des chômeurs ?
La politique agricole doit être définie avec les professionnels, en redonnant à l'agriculteur la place qui lui revient, celle d'un acteur économique à part entière. Ce qui n'est plus le cas.

3°) Apprendre un véritable métier.

C'est faire de l'**apprentissage** une véritable voie de la formation et le reconnaître en tant que tel. 200 000 emplois par an ne sont pas pourvus faute de qualification : c'est du gâchis. L'apprentissage mérite des moyens qu'il faut lui donner pour relancer la politique de l'emploi. Le coût du travail est trop cher en France : pour 100 F. de salaire, le chef d'entreprise débourse 170F.: Soyons enfin réalistes en baissant le coût des charges mais en contrepartie d'une **politique d'embauche**.

4°) Clarifier la politique sociale.

Il est urgent de simplifier les circuits administratifs pour plus d'efficacité. Il est urgent de prévoir des lieux souples d'accueil pour les personnes âgées le plus proche de chez elles. Pourquoi vouloir tout regrouper en ville en ignorant les habitudes de vie.

Etre élue implique un devoir : **le respect de la parole donnée**. Avec la volonté d'agir. Aujourd'hui, je m'y engage.

Marie-Jeanne Courtier
Candidate.

PAT●N 25 78 54 49